



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/43/977
20 décembre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-troisième session
Point 122 de l'ordre du jour

REGIME COMMUN DES NATIONS UNIES

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : Mme Flor Acconciamezza de RODRIGUEZ (Venezuela)

I. INTRODUCTION

1. A sa 3e séance plénière, le 23 septembre 1988, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-troisième session la question intitulée "Régime commun des Nations Unies : rapport de la Commission de la fonction publique internationale" et de la renvoyer à la Cinquième Commission.
2. La Cinquième Commission a examiné ce point à ses 13e, 16e, 20e, 22e, 24e, 25e, 32e et 50e séances, les 21, 25, 28 et 31 octobre, 2, 4 et 16 novembre et 18 décembre 1988. Les observations faites au cours de l'examen de ce point sont consignées dans les comptes rendus analytiques pertinents (A/C.5/43/SR.13, 16, 20, 22, 24, 25, 32 et 50).
3. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du quatorzième rapport annuel de la Commission de la fonction publique internationale 1/.
4. La Commission était également saisie des observations de la Fédération des Associations de fonctionnaires internationaux (A/C.5/43/12 et Add.1) et du Comité de coordination des syndicats et associations autonomes du personnel du système des Nations Unies (A/C.5/43/21), d'une résolution adoptée par le Conseil d'administration de l'Union internationale des télécommunications (A/C.5/43/26),

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-troisième session, Supplément No 30 (A/43/30 et Corr. 1).

ainsi que d'un état présenté par le Secrétaire général au sujet des incidences administratives et financières des recommandations et décisions contenues dans le rapport de la Commission de la fonction publique internationale (A/C.5/43/19) et du rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/43/7/Add.3).

5. Le rapport de la Commission de la fonction publique internationale a été présenté par son président à la 13e séance, le 21 octobre.

II. EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION A/C.5/43/L.14

6. A la 50e séance, le 18 décembre, le Vice-Président de la Commission, M. T. T. van den Hout (Pays-Bas), a présenté le projet de résolution A/C.5/43/L.14, qui avait été élaboré à l'issue de consultations officieuses.

7. A la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/43/L.14 sans procéder à un vote (voir par. 9).

8. Les représentants de la Norvège, au nom des cinq pays nordiques, de l'Australie, des Etats-Unis d'Amérique, de la Belgique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Canada, de l'Italie, de l'Algérie, de l'Argentine et du Swaziland ont fait des déclarations pour expliquer leur position. Le Président de la Commission de la fonction publique internationale a fait quelques remarques, au sujet desquelles le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a présenté des observations.

III. RECOMMANDATION DE LA CINQUIEME COMMISSION

9. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Régime commun des Nations Unies : rapport de la Commission de la fonction publique internationale

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le quatorzième rapport annuel de la Commission de la fonction publique internationale 2/ et divers rapports y relatifs 3/

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-troisième session, Supplément No 30 (A/43/30 et Corr.1).

3/ A/C.5/43/12 et Add.1, A/C.5/43/19, A/C.5/43/21, A/C.5/43/26 et A/43/7/Add.3.

I

ETUDE APPROFONDIE DES CONDITIONS D'EMPLOI DES ADMINISTRATEURS
ET DES FONCTIONNAIRES DE RANG SUPERIEUR

Rappelant que, dans la partie III de sa résolution 42/221, du 21 décembre 1987, elle a prié la Commission de la fonction publique internationale d'entreprendre une étude approfondie des conditions d'emploi des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur afin d'asseoir la rémunération des intéressés sur des bases méthodologiques rationnelles et stables,

Réaffirmant les directives qu'elle a données au paragraphe 1 de la section III de sa résolution 42/221,

Rappelant également qu'au paragraphe 2 de la section III de sa résolution 42/221, elle a prié la Commission de lui présenter, à sa quarante-troisième session, un rapport préliminaire sur l'étude approfondie, contenant une analyse de la question ainsi que les éléments d'une ou de plusieurs formules possibles,

Notant que le rapport préliminaire sur l'étude approfondie qui figure dans la section C du chapitre III du rapport de la Commission 2/ ne contient pas l'analyse demandée,

Considérant que la Commission devrait accorder la priorité absolue à l'étude approfondie dans son programme de travail pour 1989,

Estimant que la portée de l'étude ne devrait pas nécessairement être limitée aux quatre domaines retenus par la Commission dans son rapport préliminaire,

Consciente de la corrélation entre ces quatre domaines et de la nécessité de bien équilibrer les divers éléments des conditions d'emploi,

Soulignant que, vu les conséquences à long terme de cette étude, il est souhaitable que la Commission, les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies et les représentants du personnel y coopèrent étroitement,

1. Prie la Commission de poursuivre, à titre prioritaire, l'étude approfondie et, si besoin est, de réaménager son programme de travail et son calendrier des réunions pour 1989 de façon à pouvoir débattre au fond et achever l'étude approfondie à sa seconde session de 1989;

2. Invite la Commission à prendre les dispositions voulues pour permettre aux organisations et aux représentants du personnel de participer pleinement à tous les aspects et à tous les stades de l'étude approfondie;

/...

3. Prie également la Commission de lui présenter, à sa quarante-quatrième session, un rapport détaillé ainsi qu'une évaluation préliminaire des effets que les recommandations pertinentes figurant dans ledit rapport auraient sur la rémunération considérée aux fins de la pension;

4. Prie en outre la Commission de tenir compte pour son étude des directives ci-après :

a) La Commission devrait examiner tous les éléments des conditions d'emploi actuelles et devrait, après avoir cerné les problèmes ayant trait au recrutement, au maintien en poste et à la mobilité du personnel, y proposer des solutions;

b) Les solutions proposées devraient être accompagnées d'une indication de leurs incidences financières, ainsi que d'une estimation des coûts globaux;

c) Les coûts globaux devraient, dans la mesure du possible, être comparables aux coûts du régime de rémunération actuel;

1) Fonction publique de référence

a) Le principe Noblemaire devrait continuer à servir de base de comparaison entre les émoluments des fonctionnaires des Nations Unies et ceux que verse la fonction publique la mieux rémunérée - actuellement l'Administration fédérale des Etats-Unis - qui, de par ses effectifs et sa structure, se prête à une telle comparaison;

b) La Commission devrait étudier comment appliquer au mieux le principe Noblemaire de façon à assurer la compétitivité de la rémunération versée par les organismes des Nations Unies sans procéder à des comparaisons avec le secteur privé;

c) A cet égard, la Commission devrait entreprendre une étude comparative de la notion de marge, qui montrerait comment celle-ci est censée tenir compte de l'expatriation;

2) Régime de rémunération

a) L'un des objectifs fondamentaux de ce régime devrait être l'instauration d'un barème des traitements uniforme à l'échelle mondiale. Dans ce contexte, il conviendrait de rechercher la meilleure manière de répondre aux besoins particuliers de recrutement. La Commission devrait porter son attention sur la multiplicité actuelle des barèmes des traitements, en vue d'établir entre eux une corrélation et, éventuellement, de les fusionner;

b) Pour assurer la parité du pouvoir d'achat, la Commission devrait envisager notamment les solutions suivantes :

/...

- i) Subdivision de la rémunération globale entre ses principaux éléments, dont l'un serait le logement, afin de tenir compte de la structure des dépenses des fonctionnaires;
- ii) Simplification considérable du système des ajustements, notamment en éliminant les ajustements négatifs, en considérant à part l'élément logement et en rationalisant les enquêtes sur le coût de la vie et les calculs y relatifs;
- c) La Commission devrait également examiner la raison d'être et l'ordre de grandeur de tous les éléments de la rémunération;

3) Motivation et productivité

Il faudrait envisager d'améliorer la productivité en introduisant des mesures d'incitation qui récompenseraient le mérite, ainsi que des avantages financiers en cas de promotion, consistant en primes de caractère exceptionnel, l'ancienneté jouant un rôle moindre sur le plan financier, à quoi s'ajouterait un système de notation plus rigoureux. Il conviendrait également d'envisager l'instauration d'arrangements administratifs et, parallèlement, des avantages non pécuniaires en cas de services particulièrement satisfaisants. La Commission devrait examiner - et rendre compte à ce sujet - la pratique actuelle consistant à accorder le passage automatique à l'échelon supérieur sans qu'il soit procédé à une notation rigoureuse, ainsi que les moyens non pécuniaires, actuels et envisageables, de récompenser un comportement professionnel particulièrement satisfaisant;

4) Mobilité et lieux d'affectation difficiles

La Commission devrait rechercher le meilleur moyen de récompenser la mobilité et le service dans des lieux d'affectation difficiles. Elle devrait prendre en compte les besoins particuliers des organisations dont les programmes exigent que les fonctionnaires travaillent en alternance au siège et dans les bureaux extérieurs. En examinant la portée et l'objet de toutes les indemnités actuellement payables au titre de la mobilité et des difficultés d'existence, la Commission pourrait prendre comme base de comparaison les prestations que l'administration de référence assure à ses fonctionnaires expatriés n'appartenant pas au corps diplomatique. A cet égard, elle devrait, compte tenu des différents types d'arrangements contractuels prévus par les organismes des Nations Unies, déterminer si ces avantages devraient revêtir la forme de primes forfaitaires payables en cas de mutation, qui remplaceraient les indemnités périodiques dans les lieux à difficultés d'existence, ou qui s'y ajouteraient;

5. Prie la Commission d'étudier la possibilité d'utiliser les sources de données existantes. A cet égard, il conviendrait d'envisager de recourir aux sources tant publiques que privées qui publient des données précises et à jour sur des questions pertinentes;

/...

II

FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
INTERNATIONALE

Rappelant le paragraphe 1 de sa résolution 3042 (XXVII) du 19 décembre 1972, par lequel elle a décidé de créer en principe une commission de la fonction publique internationale, composée d'experts indépendants ayant la compétence et l'expérience requises, qui seraient nommés à titre individuel par l'Assemblée générale,

Rappelant également la création ultérieure de la Commission, aux termes de sa résolution 3357 (XXIX) du 18 décembre 1974,

Réaffirmant l'importance du rôle que joue la Commission en tant qu'organe technique indépendant relevant de l'Assemblée générale,

Rappelant également qu'à la section VIII de sa résolution 42/221 du 21 décembre 1987, elle a prié la Commission d'entreprendre une étude de son propre fonctionnement en vue d'améliorer ses travaux,

Préoccupée par la position prise par les représentants du personnel lorsqu'ils ont suspendu leur participation aux travaux de la Commission,

Notant que la Commission n'a pas jugé possible de procéder à un examen plus approfondi de son propre fonctionnement,

Notant également qu'il faudrait procéder, sans plus tarder, à un examen complet du fonctionnement de la Commission, portant notamment sur la définition de son rôle dans la détermination des conditions d'emploi du personnel et sur ses rapports avec l'Assemblée générale,

1. Prie la Commission d'élargir l'examen de son fonctionnement, en consultation avec les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies et les représentants du personnel, et de lui présenter des propositions à ce sujet à sa quarante-cinquième session;
2. Invite la Commission à revoir dès qu'elle le pourra son règlement intérieur, de façon qu'il prévoie les consultations les plus étroites avec les organisations et les représentants du personnel et, dans toute la mesure possible, leur participation à ses travaux;
3. Prie le Secrétaire général, dans le contexte de l'article 4 du statut de la Commission, de lui proposer un délai pour la présentation des candidatures à la Commission, de façon à permettre en temps voulu des consultations approfondies avec les trois parties intéressées;
4. Prie également le Secrétaire général de lui présenter dans son rapport les vues qui se seront dégagées des consultations visées au paragraphe 3 ci-dessus;
5. Exhorte les deux organes représentant le personnel à reprendre dès que possible leur participation aux travaux de la Commission;

/...

III

DECISIONS ET RECOMMANDATIONS FIGURANT DANS LE RAPPORT DE LA
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE 2/

A. Fonctionnement du système des ajustements dans les
limites de la marge

Rappelant que, dans sa résolution 40/244 du 18 décembre 1985, elle a approuvé une fourchette de 10 à 20 % pour la marge entre les rémunérations nettes, avec un optimum de 15 %, étant entendu que la marge serait maintenue à un niveau proche de cet optimum pendant une certaine période,

Rappelant également qu'au paragraphe 1 de la section I de sa résolution 42/221 du 21 décembre 1987, elle a décidé de maintenir en vigueur la méthode exposée à l'annexe I du rapport 4/ que la Commission lui avait présenté à sa quarantième session pour le calcul de la marge entre la rémunération nette des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur des Nations Unies et celle des fonctionnaires de la fonction publique de référence, estimant qu'il y avait lieu de continuer à l'appliquer pour le moment,

Confirmant que les décisions de la Commission figurant au paragraphe 17 de son rapport 2/ sont conformes à la décision de l'Assemblée générale figurant au paragraphe 1 de la section I de sa résolution 42/221,

Notant que les paramètres régissant le fonctionnement du système des ajustements dans les limites de la marge devraient être considérés comme l'un des principes visés à l'alinéa a) de l'article 10 du statut de la Commission,

Notant également qu'en vertu de la règle actuelle des quatre mois, lorsqu'un indice d'ajustement dépasse de 5 % le niveau correspondant à la classe d'ajustement en vigueur, une nouvelle classe d'ajustement ne prend effet au Siège qu'après un délai de quatre mois, à condition que, dans l'intervalle, l'indice d'ajustement ne soit pas tombé au-dessous du niveau correspondant à la nouvelle classe,

1. Prend acte des directives énoncées par la Commission au paragraphe 23 de son rapport 2/ et qui visent à maintenir la marge entre les rémunérations nettes autour du point médian de 15 % pendant une certaine période, et décide que la marge ainsi obtenue, mentionnée aux alinéas b) et c) du même paragraphe, représentera la moyenne des marges successives signalées à l'Assemblée générale depuis 1986 (1er octobre 1985-30 septembre 1986) jusqu'à ce que la Commission lui présente, lors de sa quarante-cinquième session, le rapport qu'elle lui a demandé concernant la méthode de calcul de la marge;

2. Décide, à titre provisoire et jusqu'à sa quarante-cinquième session, que l'application des directives ci-dessus ne devra pas se traduire par

4/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session,
Supplément No 30 (A/40/30 et Corr.1).

/...

l'entrée en vigueur de classes d'ajustement successives à New York à des intervalles de moins de quatre mois;

B. Indemnités

Ayant examiné les chapitres V et XIII du rapport de la Commission 2/,

1. Prie la Commission d'analyser, dans le cadre de son étude approfondie :

a) L'objet et les conditions de versement d'une indemnité pour frais d'études;

b) L'objet et la méthode de calcul des indemnités pour charges de famille payables aux administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur;

2. Approuve, à titre provisoire, et jusqu'à ce qu'un nouveau système découlant de l'analyse visée ci-dessus soit adopté :

a) Les recommandations de la Commission concernant l'indemnité pour frais d'études, figurant au paragraphe 75 de son rapport 2/;

b) Les recommandations de la Commission concernant l'indemnité pour enfants à charge payable aux administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, figurant à l'alinéa a) du paragraphe 79 de son rapport 2/;

3. Approuve les modifications à apporter en conséquence à l'article 3.2 et au sous-alinéa i) de l'alinéa a) de l'article 3.4 du Statut du personnel;

C. Questions diverses

Rappelant ses résolutions 40/244 du 18 décembre 1985 et 41/207 du 11 décembre 1986 et préoccupée par l'inégalité des résultats enregistrés par les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies dans la mise en oeuvre des recommandations présentées par la Commission et approuvées par l'Assemblée en 1985,

Rappelant également la section II de sa résolution 37/126 du 17 décembre 1982 et la section VII de sa résolution 42/221 du 21 décembre 1987,

1. Fait siennes les recommandations formulées par la Commission de la fonction publique internationale au paragraphe 91 de son rapport concernant les mesures spéciales que les organisations devraient prendre aux fins du recrutement des femmes, et prie la Commission de lui présenter lors de sa quarante-cinquième session un rapport rendant compte des progrès réalisés en la matière, accompagné des données pertinentes pour chaque organisation appliquant le régime commun des Nations Unies;

2. Prie la Commission de continuer à étudier les pratiques consistant à verser des compléments de traitement ou à opérer des déductions sur les traitements, ainsi qu'à rassembler des renseignements sur ces pratiques et d'inclure ces renseignements dans le rapport qu'elle lui présentera, lors de sa quarante-quatrième session.
